

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DPSPC

150 avenue Yves Farge
ZI des Yvaudières
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2022-546
Code AIOT : 0010000683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 28/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m² (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m² (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite d'inspection du 1er décembre 2022,
- le risque sismique,
- le risque inondation,
- le risque foudre,
- la réalisation de test d'équipements de sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence de mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Sans objet
2	Exercices POI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Plaquette PPI	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4	Susceptible de suites	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Susceptible de suites	Sans objet
8	Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	/	Sans objet
9	Étude inondation : recommandations	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6	/	Sans objet
12	Feu de la sous-cuvette n°2	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Scénario feu compartiment A1 (dépot Ouest)	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.9.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Plan de visite des équipements critiques au séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Étude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	/	Sans objet
10	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
11	Détection d'hydrocarbures liquide de la sous-cuvette 2 (Dépot Est)	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.10.5	/	Sans objet
13	ARU PCC dépotage éthanol	AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2022• constat : <i>La fréquence de mise à jour du POI n'est pas respectée.</i> <i>Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.</i>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] [Le POI] est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers [...]</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]</p>
Constats : Les fiches scenario du POI ne reprennent pas l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le POI mis à jour en date de février 2023. <p>Les scénarios UVCE et BOCM ont été ajoutés. L'exploitant indique que le scénario de feu du compartiment A1, correspondant au phénomène dangereux FDN-1 de l'étude de dangers n'a pas été ajouté car il ne s'agit pas d'un compartiment au sens de la réglementation, et donc un seul scenario POI existe pour l'ensemble de la cuvette du dépôt Ouest. Par ailleurs, les scénarios feu de nappe des canalisations ne sont pas listées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 constat : <i>L'exploitant pourrait utilement procéder à des exercices en dehors des heures d'ouverture.</i> <i>L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de la réalisation d'un exercice en commun avec la société MPS une fois par an.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie, doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
L'entreprise voisine MULTI PACKAGING SOLUTIONS est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées : [...] L'exploitant organise régulièrement un exercice commun de POI et a minima avec une fréquence annuelle.
Constats : L'exploitant pourrait utilement procéder à des exercices en dehors des heures d'ouverture. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de la réalisation d'un exercice en commun avec la société MPS une fois par an.
Observations : L'exploitant indique qu'un exercice sera réalisé en dehors des heures d'ouverture en 2023 et que lors du prochain exercice en commun avec la société MPS, le rapport d'exercice mentionnera la participation de MPS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plaquette PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des population
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 constat : <i>La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : En liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations. [...] Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable. [...]
Constats : La plaquette d'information à destination des populations n'a pas été renouvelée depuis plus de 5 ans.
Observations : L'exploitant indique qu'une plaquette commune avec la société CCMP est prévue pour fin 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 constat : <i>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour. Il n'est cependant pas référencé dans le POI.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]
L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
[...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées à jour. Il n'est cependant pas référencé dans le POI.
Observations : L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI en vigueur de février 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Scénario feu compartiment A1 (dépot Ouest)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.20.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Feu de cuvette
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2022• constat : <i>Le descriptif du POI n'est pas cohérent avec le scénario réellement mis en place.</i>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En cas de feu de cuvette, les différentes mesures prévues sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'arrêt des opérations d'exploitation et la mise en sécurité des installations, notamment la fermeture de tous les réservoirs par action sur les arrêts d'urgence fermant les dispositifs de sécurité de pied de bacs,- le déclenchement du scénario d'extinction de cuvette ce qui implique :<ul style="list-style-type: none">• le démarrage des groupes motopompes pour mise en pression du réseau d'eau et de pre-mélange,• l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour extinction de la cuvette,• l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour protection des équipements voisins. <p>L'utilisation de moyens fixes, internes au dépôt et commandes à distance doit permettre une cinétique rapide de mise en œuvre de ces moyens.</p>
Constats : L'écart de la visite d'inspection du 01/12/2022 est levé.
Observations : L'exploitant indique que le compartiment A1 n'est pas un compartiment au sens de la réglementation, et le scénario feu de nappe du compartiment A1 n'est donc pas reporté dans le POI. Il s'agit d'un scénario dérivé du scénario feu de nappe de la cuvette Ouest. La mise à jour du POI comprend la réactualisation de la DCI, avec la bonne indication des groupes motopompes associés au scénario.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de visite des équipements critiques au séisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque sismique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du code de l'environnement. Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. Les contrôles effectués dans le cadre de la section I du présent arrêté, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement. L'exploitant réalise la maintenance nécessaire lors de la mise en œuvre de ce plan. Le plan de visite, le bilan des visites et des suites qui leur ont été données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est élaboré au plus tard : - au 1er janvier 2020 pour les installations existantes ; - à la mise en service de l'installation pour les installations nouvelles.
Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Observations : L'exploitant indique que le plan de visite des équipements critiques au séisme est réalisé lors des visites PMII. Cela concerne les équipements suivants : - réservoirs, cuvettes (visite annuelle), - tuyauteries (visite quinquennale), - racks aériens (visite doit être réalisée 6 ans mais réalisée tous les 5 ans). Les visites sont réalisées par la personne en charge du PMII au sein de la société Raffinerie du Midi. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la liste des points de contrôle vérifiés du 9 au 11 mars 2022 pour le réservoir 32 et pour la cuvette Est (désastre côté D2). L'exploitant précise que les visites 2023 auront des points de contrôle plus détaillés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Étude séisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque sismique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique : - aux installations existantes seuil haut situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E ; - aux installations nouvelles seuil haut ; - aux installations existantes seuil bas situées en zone de sismicité 4 ou 5 ; - aux installations nouvelles seuil bas situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E. [...]
Constats : Cet article ne s'applique pas au site DPSPC.
Observations : L'exploitant a transmis l'étude géotechnique d'avant-projet G12 (surélévation d'un merlon) réalisé par la société GINGER CEBTP en date du 11/10/2012 qui précise que le site est en zone de sismicité 2 avec un type de sol A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Étude inondation : conséquence d'une inondation sur les réservoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux : - évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ; - arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]
Constats : L'absence de conséquence sur les réservoirs en cas d'inondation n'est pas justifiée. Le remplissage des réservoirs en eau en cas d'inondation n'est pas détaillé.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'étude de vulnérabilité face au risque d'inondation réalisée par la société GINGER BURGEAP en date du 13/11/2019. Il est indiqué au niveau des conséquence si inondation pour les cuves de produits (réservoirs) : "a priori aucune". Cela n'est pas justifié dans le document. L'exploitant indique qu'en cas d'inondation, la présence de liquide dans les réservoirs devrait permettre de ne pas avoir de conséquence sur les réservoirs. Il précise que les réservoirs vides peuvent être remplis d'eau en cas d'inondation via les BAM ou la canalisation de purge. L'exploitant a présenté la fiche réflexe inondation. La vérification de la hauteur des réservoirs est l'une des actions à réaliser. En revanche, le remplissage des réservoirs qui ne sont pas suffisamment remplis n'est pas précisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Étude inondation : recommandations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir en cas de montée des eaux : - évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ; - arrêter et mettre en sécurité ses installations [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la mise en place des recommandations issus de l'étude inondation. De plus, il doit justifier le caractère suffisant de la cuve d'additif n°102 (non cerclée) et s'assurer de la bonne vérification de l'ancrage des cuves d'additifs.</p>
<p>Observations : L'étude inondation présente plusieurs recommandations à mettre en place. Un point a été réalisé lors de la visite d'inspection sur le suivi de ces recommandation par l'exploitant.</p> <p>L'étude préconise l'aménagement d'une zone de refuge. Le bâtiment F, déjà surélevé, a été identifié.</p> <p>Il est prévu au budget 2023 (pour réalisation en 2024) la mise en place d'une mezzanine (dimensionnement en cours) et d'une passerelle vers la zone éthanol afin de permettre l'évacuation.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'est pas prévu de suivre la recommandation de l'étude concernant la mise en place de portes étanches et la protection par surélévation des équipements sensibles.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prévu de fonctionner sur le groupe électrogène le temps de réaliser les fermetures, dès l'alerte orange. L'étude inondation précise que la mise en sécurité sera assurée par les onduleurs (les installations sont localisée sur un plancher surélevé de 15 cm dans le bâtiment A) si les circuits électriques sont neutralisés et le groupe électrogène hors service. Ainsi, il doit s'assurer de la protection de ces équipements pendant la durée nécessaire.</p> <p>En cas d'inondation, il est prévu de stocker les objets flottants dans le bâtiment F (GRV d'émulseur et GRV vides sur le rack, palettes bois).</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté sur site que les cuves d'additifs sont ancrées et cerclées à l'exception de la cuve n°102 qui possède uniquement une fixation au sol. L'exploitant indique que cela est lié au fait qu'il s'agit d'une cuve plus récente.</p> <p>La vérification de l'ancrage des cuves d'additifs n'est pas formalisée.</p> <p>De plus, il a été constaté que les réservoirs 8, 10 et 11 sont ancrés (16 points d'ancrage comptés pour le réservoir 10).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH, risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. [...]</p>
Constats : Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la dernière vérification complète réalisée par la société RG CONSULTANT en date du 03/08/2022 concluant que l'installation intérieure de protection Foudre ne répond pas aux exigences de la norme et que l'installation extérieure de protection foudre répond aux exigences de la norme.</p> <p>Deux réserves ont été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parafoudre obsolète et non conforme aux exigences de la norme (salle informatique, armoire normale, onduleur 1 et 2) - aucune protection sur le pôle neutre du dispositif de coupure (coffret pompe émulseur) <p>Les travaux correspondants (fourniture et pose de 4 parafoudres et mise en place d'un fusible 125 A gG) ont été réalisés par la société FRANKLIN ENERGIE le 06/03/2023. L'attestation de fin de travaux en date du 27/02/2023 a été présentée.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le compteur de coups de foudre affiche la valeur 5. Cette valeur correspond à celle renseignée dans le rapport de vérification complète en date du 03/08/2022.</p> <p>Par ailleurs, le compteur est relevé mensuellement par un opérateur du dépôt. Le nombre d'impacts foudre est noté sur le bon de travail de la GMAO en commentaire.</p> <p>Un détecteur alerte orage avec alarme est présent au bureau d'exploitation. La fiche réflexe foudre (fiche n°14 : présence ou alerte d'orage) a été présentée lors de la visite d'inspection, il est prévu l'arrêt de tout pompage, transfert de produit, chargement dès l'atteinte du niveau 3 d'alerte (seuil à 15 kV) et il est précisé comme action "à faire plus tard" le contrôle du compteur d'impact foudre.</p> <p>De plus, un test concluant du PDA a été réalisé à partir de l'appareil permettant de le tester à distance en l'interrogeant par onde radio (testeur Satelit® 3) . La notice a été présentée, il est précisé que ce testeur ne nécessite pas d'étalonnage particulier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Détection d'hydrocarbures liquide de la sous-cuvette 2 (Dépot Est)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de détection d'hydrocarbures liquides déclenchent une alarme sonore et visuelle au bureau d'exploitation, à TRAPIL et en local, reportée sur le téléphone d'astreinte. Cette détection provoque également un arrêt de l'approvisionnement. [...]
Constats : Le test est concluant.
Observations : Un test de contrôle du bon fonctionnement de la détection hydrocarbure liquide en sous-cuvette 2 a été réalisé lors de l'inspection (détecteur EL6). Il a été constaté le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle localement (lumière au niveau du local incendie) et au niveau de la supervision.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Feu de la sous-cuvette n°2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.20.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de feu de cuvette, les différentes mesures prévues sont : <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt des opérations d'exploitation et la mise en sécurité des installations, notamment la fermeture de tous les réservoirs par action sur les arrêts d'urgence fermant les dispositifs de sécurité de pied de bacs, • le déclenchement du scénario d'extinction de cuvette ce qui implique : <ul style="list-style-type: none"> • le démarrage des groupes motopompes pour mise en pression du réseau d'eau et de pré-mélange, • l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour extinction de la cuvette, • l'alimentation des installations fixes (canon, couronne et déversoir) pour protection des équipements voisins. L'utilisation de moyens fixes, internes au dépôt et commandes à distance doit permettre une cinétique rapide de mise en œuvre de ces moyens.
Constats : Le test est concluant. Une buse de la couronne du réservoir 32 ne fonctionne pas.
Observations : Un test du bon déclenchement d'extinction de la sous-cuvette n°2 a été réalisé lors de la visite d'inspection. Il a été convenu de ne pas utiliser d'émulseur dans le cadre de ce test qui a été réalisé sans fermeture des clapets des bacs. Il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"> - le démarrage des groupes moto-pompes n°1, 2, 3 et 7, - le déclenchement des couronnes des bacs n°31 (protection) et n°32, 33, 34, 35 (extinction), - le déclenchement des déversoirs n°1 et n°2. Une des buses de la couronne du bac n°32 n'a pas fonctionné.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : ARU PCC dépotage éthanol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2017, article 7.16
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipements de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'action sur un arrêt d'urgence « PCC » provoque uniquement : <ul style="list-style-type: none">• fermeture de toutes les vannes de sécurité des postes de chargement source ;• fermeture des vannes d'autorisation de chargement ;• arrêt de toutes les pompes de transfert (hydrocarbure et additifs). En outre, tout déclenchement d'un bouton d'arrêt d'urgence déclenche : <ul style="list-style-type: none">• une alarme sonore (sirène),• une alarme visuelle au bureau d'exploitation. [...]
Constats : Le test est concluant.
Observations : Un test du bon fonctionnement de l'arrêt d'urgence du dépotage éthanol (ARU n°24) a été réalisé lors de la visite d'inspection. L'URV a été coupée préalablement. Il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- le déclenchement d'une alarme sonore sur le site,- le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle au niveau de la supervision,- la fermeture des vannes pneumatiques de sécurité des postes de chargement source,- la fermeture des vannes de régulation (vannes d'exploitation),- l'arrêt des pompes de transfert de produits, éthanol et additifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet